

Lettre électronique du Centre de ressources Politique de la ville

36, bd Amilcar CABRAL, Imm. La Varangue, 97200 FDF.

BP 7222, 97277 Schoelcher cedex,

Pour publier un article sur des projets et actions de développement social urbain :

Tél : 0596 686452, Fax 0596 589628 contact@villecaraibe.com



SOMMAIRE

< page 1 : Articles du Monde du 22/10/2009 sur la Politique de la ville

< pages 2 et 3 : Rapport sur l'Habitat Insalubre et Indigne en Outre mer

< Pages 2 et 4: Actualités du réseau DSU

< Pages 5 et 6 : Documentation

Articles du Monde du 22/10/2009 : La politique de la ville sur la sellette, faute de résultats... ?

Faut-il repenser la politique de la ville ? Le débat agite le gouvernement et la majorité, inquiets des résultats médiocres obtenus, depuis le lancement de sa dynamique Espoir banlieues.

Pour lire cet article : [Cliquez ici](#)

"Concentrer des moyens d'exception sur 300 ou 400 quartiers en grande difficulté" entretien avec Le commissaire à la diversité et à l'égalité des chances : Yazid Sabeg

Quel regard portez-vous sur la politique de la ville ?

Toute politique de la ville parcellaire, ponctuelle, est inefficace. Nous avons besoin de mesures globales, structurées et coordonnées. Les mesures d'exception ne parviennent pas à compenser les insuffisances des politiques de droit commun en matière d'éducation, de logement ou d'emploi. Les concentrations de populations pauvres et discriminées en un même lieu qu'on peut qualifier de "ghettos" n'ont pas reculé depuis les émeutes de 2005, alors que l'Etat en a fait une vraie priorité et que des ressources importantes y ont été consacrées.

Pour lire cet article : [Cliquez ici](#)

Formation Action sur l'observation sociale et la politique de la ville

La méthode retenue est une formation action en deux temps. Une première session de 3 jours plein pour se former et une autre session de 3 jours d'appropriation et de mise en pratique.

Pour télécharger le document de présentation: [> Cliquez ici <](#)

Pour la première session le lundi 14, mardi 15 et jeudi 17 décembre 2009

Pour la seconde session : le lundi 11, mardi 12 et jeudi 14 janvier 2010 (2eme session sous réserve de validation publication données infra communales INSEE)

Lieu : le CNFPT, Zac d'Abricot, FDF horaire : de 8h30 à 12h30 et de 14h à 16h30

Formation action des acteurs de prévention de la délinquance sur la Compréhension et la prévention des émeutes urbaines en partenariat avec le CNFPT.

Lundi 30 novembre, mardi 1^{er} et mercredi 2 décembre.

contact@villecaraibe.com



Rapport sur l'Habitat insalubre et Indigne en D.R.O-M

(source France Antilles et site internet Secrétariat O.M)

Serge Letchimy a été chargé en avril dernier d'une mission parlementaire sur l'habitat insalubre et indigne en Outre-mer. Il a remis ainsi son rapport à la secrétaire d'Etat à l'Outre-mer en présence du secrétaire d'Etat au Logement, Benoît Apparu. Avec ces chiffres qui montrent « que la situation est inacceptable pour la République » selon le rapporteur :

50 à 60 000 habitats insalubres et 150 000 personnes touchées, le taux d'insalubrité est de quelque 7% dans les DOM avec un pic de 26% du patrimoine en Guyane où la situation en la matière est grave. Il a également constaté le découragement général des opérateurs depuis cinq ans, une méconnaissance et un inventaire imprécis de la situation d'insalubrité réelle de nos pays.

Globalement, il propose de repenser la lutte contre l'habitat indigne en 14 points en replaçant l'homme au cœur du projet urbain et propose de changer de grille de lecture de l'habitat populaire en tenant compte de l'informel.... Il préconise donc de :

- Structurer l'organisation du travail entre services de l'Etat local et partenaires institutionnels en « Pôles départementaux », de façon à assurer un pilotage départemental autour d'un plan d'action départemental définissant les priorités de l'Etat et de ses partenaires en matière de lutte contre l'habitat indigne et informel.
- Ouvrir une formation « départements d'outre-mer » au Pôle national de lutte contre l'habitat indigne pour assurer un soutien aux responsables locaux, notamment sur les plans juridique et administratif, fournir de l'information et de la documentation. La mission du « Pôle DOM » serait, aussi, de monter un programme spécifique de formation pour les acteurs publics et professionnels des DOM, de susciter et de soutenir la création d'un réseau technique interrégional d'échanges entre les différents DOM.
- Introduire des dispositions législatives spécifiques aux DOM permettant, notamment, d'indemniser pour perte de jouissance l'expulsion des « occupants fonciers sans titre » pour les besoins de l'opération d'aménagement, des travaux d'équipements publics ou pour des raisons de sécurité (zones de risques naturels).
- Introduire des dispositions législatives spécifiques aux DOM en matière de police administrative, adaptées aux situations des « occupants fonciers sans titre » en matière d'insalubrité et de péril.
- Après complément d'expertise, modifier la loi du 30 décembre 1996 relative aux zones des 50 pas géométriques pour permettre les opérations de résorption de l'habitat insalubre et spontané dans ces zones.
- Définir dans l'habitat informel les quartiers insalubres et les quartiers d'habitat spontané et y adapter les modes opératoires et les financements ; à côté des opérations publiques de RHI, créer des opérations publiques de « résorption de l'habitat spontané » (RHS) avec des dispositions financières adaptées localement.
- Adapter les financements des opérations de RHI pour favoriser la régularisation et le maintien sur place des occupants sans titre avec l'amélioration de leur habitat dans des opérations d'« accession-amélioration ».

- Mettre en place, à titre expérimental, des opérations légères d'amélioration de l'habitat pour traiter des situations urgentes, des occupants très modestes, des personnes âgées ... quel que soit le statut foncier des bénéficiaires, hors et dans les opérations publiques de RHI.
- Adapter les outils financiers aux différentes situations à traiter : LBU et FRAFU, élargir les conditions d'emploi du « Fonds Barnier » pour faciliter les travaux de réduction des aléas dans les quartiers insalubres, les quartiers d'habitat spontané et les OPAH de renouvellement urbain ; proroger la durée du FARU au-delà de 2010 et déconcentrer sa gestion financière.
- Prévoir un mécanisme de fongibilité pour favoriser la création de fonds locaux regroupant des crédits d'origines diverses à l'appui des opérations de RHI, RHS et OPAH-RU pour faciliter la réalisation du projet dans ses différentes composantes et sa complexité : élargir explicitement le champ du « GIP de développement social urbain ».
- Réécrire totalement la circulaire « RHI » pour orienter la politique locale de lutte contre l'habitat indigne et informel et faciliter sa mise en œuvre.
- Créer un « comité de suivi » chargé d'accompagner la mise en œuvre de ces propositions pendant une durée de 3 ans

Entendu par la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, le Parlementaire a notamment affirmé que le droit au logement opposable (Dalo) prévu par la loi de mars 2007 était « inapplicable » outre-mer à cause « de la proportion d'habitat indignes et informels ». Il a souligné la nécessité de « mobiliser le foncier existant en zone urbaine dense », car il paraît « plus intelligent de repeupler les centre-ville que de sacrifier les terres agricoles, qui sont en situation de pénurie ».

Benoît Apparu, secrétaire d'Etat au Logement en réponse au rapport, suggère : « ... Il n'y a pas nécessairement un besoin de masse financière supplémentaire importante, on a besoin de bien se réorganiser, bien se mettre en ligne entre les collectivités locales et l'Etat, d'inventer les bons outils pour faire ce qu'on a à faire et avec ça, on aura fait 50 % du chemin ».

Il existe aujourd'hui en Martinique une quinzaine d'opérations de RHI en cours sur tout le territoire.

[Cliquez ici pour télécharger le rapport](#)

Actualités du DSU en Martinique

APPEL A PROJET CLAS (Contrat local Accompagnement à la Scolarité)

Le Comité de pilotage a repoussé au 26 octobre la remise des projets CLAS.

Pour télécharger l'appel à projets: [>Cliquez ici<](#)

Vous pouvez également remettre par email votre projet au référent politique de la ville du rectorat à :

ce.pvs@ac-martinique.fr

site internet du centre de ressources Rubrique réussite éducative

<http://www.villecaraibe.com/documentations.html>

Pour retrouver le [guide de l'accompagnement à la scolarité](#) et [Circulaire CLAS 2009-2010](#)

Rendez-vous des travailleurs sociaux caribéens en 2011 (source France Antilles et google)

L'Association caribéenne des travailleurs sociaux (en anglais ACSWE : Association of Caribbean Social work educators), présidée par Madame Jeffiner Holder-Dolly dont sont membres des professionnels martiniquais (IFMES et AMDOR) tiendra son 10e Congrès dans deux ans, à Fort-de-France. C'est dans ce cadre qu'une délégation de deux membres du comité ont rencontré durant trois jours des responsables des services du conseil général, du conseil régional, de la préfecture mais aussi des associations à caractère sanitaire et social afin de déchiffrer le terrain en échangeant sur des thèmes comme la prise en charge des toxicomanes, l'exclusion et les phénomènes de violences. La Conférence de Juillet 2009 qui s'est déroulé au Guyana portait sur « Regards croisés des intervenants sociaux de la Caraïbe sur les questions de genre et de sexualité ». Pour télécharger une présentation de cette Conférence: [cliquez ici](#)

Pour télécharger une présentation de la conférence de 2007 : <http://sta.uwi.edu/conferences/acswe07/documents/call.pdf>

Schœlcher : Action de lutte contre la misère (source France Antilles)

La Ville de Schœlcher et le COALEX (Collectif des associations de lutte contre l'exclusion) a accueilli sur l'esplanade des Arawaks le samedi 24 octobre 2009 de 9 heures à 18 heures, le Village des associations qui luttent contre la misère. Au programme, des actions de lutte contre les mauvaises conditions de logement, l'errance ou l'insertion des anciens prisonniers. Une collecte de denrées en faveur de la Banque alimentaire était également prévue ainsi que des prestations offertes par des artistes (Slam, ...) et la projection de films. Plusieurs opérations de sensibilisation sur la lutte contre l'exclusion ont également été menées dans des écoles du Sud et du Nord de la Martinique. Il a été organisé également une conférence sur la misère le 16 octobre 2009.

Pour contacter le COALEX : 0596 602352/ coalex2@wanadoo.fr

Atelier 4 du cycle de qualification collective sur les politiques de jeunesse.

Le Centre de ressources Politique de la ville a organisé l'atelier 4 sur *Intervenir auprès des Jeunes en rupture avec les institutions*, réunissant une quarantaine de chefs de projets, chargés de mission, éducateurs, assistants sociaux et militants sur cette thématique. Les professionnels intervenant auprès des jeunes ont dans leur diversité, exprimés la nécessité d'un lieu permanent de qualification collective, d'échanges de pratiques, de mutualisation d'outils et capitalisation d'expériences sur le long terme. Le compte rendu de cet atelier sera bientôt disponible en ligne. Le prochain atelier d'échanges de pratiques portera sur « **L'Education partagée** » et notamment le nécessaire travail de partenariat et coordination entre Parents- Professeurs- Educateurs- Education nationale- Education Populaire- Grands frères- Intervenants sociaux-coordonnateur de dispositifs (Etat et collectivités) et élus... Pour télécharger le document de présentation du dernier atelier : [> Cliquez ici <](#)

Documentaire sur les Terres Sainville



Le Contrat urbain de cohésion sociale de Fort-de-France, **CUCS**, a réalisé un film sur la vie quotidienne des habitants des Terres Sainville. (Diffusé mercredi 14 à Terre Sainville et lundi soir sur RFO Martinique dans l'émission « Archipels »). **Laurent Cadoux**, auteur du film a ainsi présenté une véritable mémoire vivante du quartier, par la succession de témoignages d'habitants sur l'évolution du quartier mais aussi sur la cohabitation entre générations et entre les différentes communautés et activités des Terre Sainville. Il s'agit d'un nouveau film après celui déjà diffusé en partenariat avec le GIP-Grand Projet de ville de Fort de France sur le quartier Trenelle-Citron. Terre Sainville, construit « antan Sévère » est l'un des quartiers populaires inscrit en périmètre géographie prioritaire ayant l'un des plus gros potentiels de développement : par son architecture, ses différentes communautés, sa diversité, sa proximité du Centre ville, ses bars nocturnes, ses commerces et petits artisans, ses artistes et ses habitants. A suivre...

Médiation sociale

l'acse

l'agence nationale pour
la cohésion sociale
et l'égalité des chances

L'Acse, en collaboration avec France Médiation invite
à une journée de réflexion sur l'évaluation de la médiation sociale et du dispositif adultes-relais

Lundi 16 novembre 2009 de 9h30 à 17h00 - Maison de la RATP
(189, rue de Bercy, Paris 12ème. Métro Gare de Lyon : lignes 1 et 14)

Merci de vous inscrire dès maintenant à cette journée (infos-relais@lase.fr) en raison du nombre de places limitées.

DOCUMENTATION

Le Centre Régional de Documentation Pédagogique (CRDP) Martinique

Cet Etablissement public sous tutelle du Ministère de l'Éducation Nationale est ouvert à tous pour ce qui concerne les ressources pédagogiques, sur l'éducation et autres.

A consulter : le site internet du CRDP et notamment le fonds documentaire : [Cliquez ici](#)

"Actualité Ville-Ecole-Intégration", une revue en ligne du CNDP



Le Centre National de Documentation Pédagogique (CNDP) met en ligne chaque mois la revue "Actualité", qui donne une vue d'ensemble des parutions dans les domaines de l'intégration, de l'éducation et de la formation.

Elle est destinée aux enseignants, formateurs, travailleurs sociaux, chercheurs, documentalistes et aux professionnels de la politique de la ville... [Pour visiter ce site](#)

CUCS :

Analyse du volet emploi-insertion par l'activité économique et développement économique des Contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) : synthèse d'une mission pour le compte du Ministère du Logement et de la Ville, Secrétariat général des comités interministériels des villes (SGCIV), Mai 2009 : [Cliquez ici pour télécharger la synthèse](#)

Analyse du volet prévention de la délinquance et citoyenneté des Contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) : synthèse du rapport final d'une mission pour le compte du Ministère du Logement et de la Ville, Secrétariat général des comités interministériels des villes (SGCIV), Mai 2009 : [Cliquez ici pour télécharger la synthèse](#)



Demain la ville » Parution : n°3 - mars 2009 - "La bidonvillisation" comme perspective urbaine mondiale ?

[Cliquez ici pour télécharger cette revue](#)

HISTOIRE ET MEMOIRE DES IMMIGRATIONS EN REGIONS MARTINIQUE – GUADELOUPE ARTICLE DE SYNTHÈSE - JUIN 2008

André CALMONT, Justin DANIEL, Didier DESTOUCHES, Isabelle DUBOST, Michel GIRAUD, Monique MILIA MARIE-LUCE

Responsable scientifique : Isabelle DUBOST : Isabelle.Dubost@martinique.univ-ag.fr

[Cliquez ici pour télécharger la synthèse](#)